

Kelly Stalder

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Je crois que vous devriez cesser d'accorder aux industries et aux entreprises des allègements fiscaux. Le Canada a un des plus bas taux d'imposition pour les entreprises parmi les pays du G8. Ce taux réduit avait pour but d'encourager les entreprises à investir au Canada, d'où des retombées économiques. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Beaucoup d'entreprises, au lieu d'investir en recherche et développement, se contentent de garder l'argent que vous leur avez permis de récupérer. Elles évitent de croître par crainte de ce que l'avenir leur réserve. Si le gouvernement persiste à leur consentir des avantages fiscaux, il doit alors y mettre des conditions. Pour avoir droit à une baisse du taux d'imposition, il faudrait que les entreprises prouvent qu'elles investissent l'argent ainsi récupéré en vue de prendre de l'expansion au Canada. Faute de telles garanties, les Canadiens n'obtiendront en contrepartie aucun avantage pour ces largesses de l'État. Il faudrait aussi selon moi verser plus d'argent pour aider les travailleurs pauvres et ceux qui ont le malheur de dépendre de l'aide sociale. Les Canadiens riches profitent encore de baisses d'impôt alors que les citoyens à faible revenu ou dont le revenu stagne sont obligés de se débrouiller avec moins d'argent. Ce clivage entre riches et pauvres continue à s'accroître, d'où une société divisée entre nantis et démunis. Il faut corriger cette inégalité.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Voici certaines de mes suggestions en réponse à la question numéro 1. Je considère aussi que nous sommes dans une piètre situation vu le fait qu'il est plus facile d'importer des produits des États-Unis et d'ailleurs dans le monde que d'en importer d'une province à l'autre. Nous devons également empêcher le dumping au Canada de produits étrangers de mauvaise qualité. Le libre-échange encourage les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles, mais à quel prix? Des aspects comme un programme universel de soins de santé et un salaire décent sont inexistantes dans certains pays d'où proviennent nos importations. Là encore, il faut examiner le tableau global et pas seulement les aspects fondamentaux. Les entreprises canadiennes ne pourront jamais produire à aussi bon marché que celles des pays où les gens sont contraints de travailler pour un salaire de misère. Pourquoi même essayer? Nous pouvons protéger les entreprises canadiennes en imposant des tarifs raisonnables sur les importations de produits fabriqués de contrées où s'appliquent des conditions de travail déplorables, afin d'égaliser les chances au niveau concurrentiel.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Vous devriez aussi envisager l'établissement de programmes pour que les jeunes puissent consacrer le temps nécessaire à l'apprentissage d'un métier, tout en gagnant un salaire décent. Actuellement, durant la phase d'apprentissage, les travailleurs touchent un salaire très bas, ce qui n'est guère attrayant pour les jeunes. Souvent, ceux-ci peuvent gagner plus d'argent dans un emploi exigeant moins de qualifications mais sans perspectives d'avenir. Effectivement, les jeunes devraient se dire qu'ils ont intérêt à long terme à apprendre un métier pour s'enrichir, mais hélas, nous vivons dans une société où chacun recherche une gratification immédiate. Le gouvernement doit mettre l'argent là où il porte fruits. Faites en sorte qu'il soit plus intéressant financièrement de suivre un apprentissage, et les jeunes seront plus nombreux à suivre une telle formation. Il faudrait aussi accorder ce genre d'aide financière aux Canadiens désireux d'accéder à un meilleur poste. Cet argent ne serait-il pas mieux employé à long terme qu'en payant les gens pour qu'ils acceptent un emploi au salaire minimum tout simplement pour ne plus dépendre de l'aide sociale? La bonne décision en termes financiers revient parfois plus cher à court terme, mais elle rapporte de meilleurs dividendes à long terme. Hélas, vu la façon dont notre pays est gouverné, je crains que les décisions semblables ne déplaisent à la population parce que les gens récompensent le parti qui leur permet de payer un minimum d'impôt, alors que pour avoir une société composée de gens bien éduqués, il est nécessaire d'investir de l'argent et d'avoir une vision.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Les gens recherchent la sécurité et la satisfaction au travail. Quant aux employeurs, ils veulent verser des salaires aussi bas que possible, et offrir un minimum d'avantages sociaux. Les emplois à contrat n'offrant aucune sécurité ni avantages sociaux ne profitent qu'aux employeurs. Pourtant, les gens donnent un meilleur rendement quand ils savent que leur emploi est assuré. Malheureusement, le climat en milieu de travail tend à provoquer l'affrontement entre employeurs et employés. Au lieu de collaborer avec leurs employés pour fabriquer les meilleurs produits ou se développer au maximum, les entreprises les forcent à accepter des baisses salariales et une réduction des avantages sociaux dans le but d'accroître les dividendes versés aux investisseurs. Cette façon d'agir peut fonctionner à court terme, mais elle est vouée à l'échec à long terme. L'essor des syndicats au siècle dernier résultait directement de ce type de scénario. Le gouvernement fédéral doit préserver et renforcer les droits actuels des travailleurs afin de maintenir des règles du jeu équilibrées. Les employés qui se sentent mal appréciés deviennent moins productifs ou créateurs. Par conséquent, les entreprises qui traitent bien leurs employés ont une meilleure productivité et un taux d'absentéisme moindre.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Votre tâche en tant que gouvernement consiste à veiller à ce que tous les Canadiens soient traités de manière juste et équitable. À mon avis, les problèmes varient dans une large mesure selon les groupes sociaux. Des programmes bien ciblés permettraient de venir en aide aux réfugiés et aux autres Néo-

Canadiens. Les prestations d'aide sociale pour les citoyens qui vivent dans la misère sont également primordiales. Il est essentiel aussi de pouvoir compter sur un organe d'expression nationale solide, soit la SRC/CBC, un des seuls moyens pour réunir les Canadiens d'un océan à l'autre. Elle interpelle et remet en question les politiciens de chacun des partis, et elle peut faire de même pour les entreprises de notre pays. Cette société parle au nom des gens, et non pour ceux qui tirent les ficelles. Il faut donc lui accorder un financement stable pour qu'elle continue à jouer son rôle apolitique. La SRC/CBC donne voix au chapitre à tous les groupes sociaux du Canada appelés à s'exprimer. Quand les gens n'ont pas de possibilité de s'exprimer, ils ne possèdent aucun pouvoir. La SRC/CBC est indispensable!